CONSEIL DE CABINET.

SEANCE DU 31 OCTOBRE 1921.

P R O C E S - V E R B A L.

SOMMAIRE :

- 1) Nomination de M. Mahaim aux fonctions de Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement;
- 2) Exécution de la loi sur la comptabilité des dépenses engagées;
- 3) Communications du Ministre des Finances :
 - a/ Droit d'entrée sur les marchandises de provenance allemande;
 - b/ Relèvement du droit sur les sucres;
 - c/ Situation budgétaire;
- 4) Situation des finances communales;
- 5) Age de la mise à la retraite des fonctionnaires et employés de l'Etat.- Décisions d'ordre administratif;
- 6) Personnel des gens de service;
- 7) Fonds de crise;
- 8) Nominations au Ministère de la Justice et au Ministère des Sciences et des Arts;
- 9) Exposition d'art belge à Paris;
- 10) Candidatures aux élections législatives et provinciales;
- 11) Transport d'imprimés;
- 12) Chauffage des serres du jardin botanique;
- 13) Nomination du Bourgmestre d'Anvers.

SEANCE DU 31 OCTOBRE 1921.

Le Conseil se réunit, au Ministère de l'Intérieur, sous la présidence de M. CARTON de WIART, Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.

Sont présents :

MM. CARTON de WIART, Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur;

VAN DE VYVERE, Ministre de la Justice ad interim, Ministre des Affaires économiques;

JASPAR, Ministre des Affaires étrangères;

NEUJEAN, Ministre des Sciences et des Arts ad interim; Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes;

THEUNIS, Ministre des Finances;

le Baron RUZETTE, Ministre de l'Agriculture, Ministre des Travaux publics ad interim;

MAHAIM, Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement;

DEVEZE, Ministre de la Défense nationale;

FRANCK, Ministre des Colonies.

La séance est ouverte à 15 heures.

°
°

1) NOMINATION DE M. MAHAIM AUX FONCTIONS DE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DU RAVITAILLEMENT.

M. CARTON de WIART, Premier Ministre, souhaite la bienvenue à M. MAHAIM, Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. Il se félicite du concours éclairé et actif que sa nomination promet à l'œuvre gouvernementale.

M. MAHAIM, Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, remercie M. le Premier Ministre de la sympathie qu'il lui témoigne. Il est reconnaissant à tous ses Collègues de l'accueil qu'ils lui ont réservé.

..

2) EXECUTION DE LA LOI SUR LA COMPTABILITE DES DEPENSES ENGAGEES.

M. THEUNIS, Ministre des Finances, fait part au Conseil des mesures d'application qu'il a prises, en exécution de la loi du 20 juillet 1921. Il pense que cette loi peut produire des résultats intéressants.

M. CARTON de WIART, Premier Ministre, demande si le contrôle des délégués du Ministère des Finances ne pourrait pas s'étendre à la surveillance de l'emploi des crédits.

M. THEUNIS, Ministre des Finances, répond que cette mission ne leur est pas attribuée par la loi. Ce n'est qu'officieusement que le Ministre des Finances pourrait communiquer à ses Collègues les constatations qui seraient faites par ses agents. Il est tout disposé, si ses Collè-

gues le désirent, à donner, dans cet ordre d'idées, les instructions nécessaires.

Il attire l'attention de ses Collègues sur l'opportunité, pour les Départements qui ne se sont pas soumis aux investigations du Comité de contrôle, d'examiner s'il ne convient pas d'étendre son action à leurs services. Conformément aux suggestions de M. VAN DE VYVERE, il étudiera la question de savoir s'il ne convient pas de développer la sphère d'activité du Comité de contrôle, en le chargeant d'examiner, au point de vue technique, l'emploi des crédits.

3) COMMUNICATIONS DU MINISTRE DES FINANCES.

a) Droit d'entrée sur les marchandises de provenance allemande.

M. THEUNIS, Ministre des Finances, soumet au Conseil le texte d'un projet d'arrêté royal ayant pour objet de protéger l'industrie nationale contre l'afflux des marchandises allemandes favorisées par la dépréciation du change.

M. FRANCK, Ministre des Colonies, ne croit pas pouvoir se rallier à des mesures d'ordre protectionniste. Il les croit, d'ailleurs, d'efficacité douteuse.

M. MAHAIM, Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, bien que libre échangiste, reconnaît, dans les circonstances actuelles, la nécessité de mesures de protection.

Le projet d'arrêté est approuvé par tous les Ministres, à l'exception de M. FRANCE.

b) Relèvement du droit sur les sucres.

M. THEUNIS, Ministre des Finances, propose, en vue de protéger l'industrie sucrière, menacée par l'entrée des sucres étrangers, l'établissement d'un droit d'entrée dont l'application viendra corriger l'effet de la suppression des licences d'importation. Malgré ce droit, le sucre baissera de 30 centimes le kilo.

Le Conseil, après discussion, surseoit à toute décision jusqu'à une réunion ultérieure.

c) Situation budgétaire.

M. THEUNIS, Ministre des Finances, met le Conseil au courant de l'état de préparation du budget pour 1922.

4) SITUATION DES FINANCES COMMUNALES.

M. THEUNIS, Ministre des Finances, se propose de soumettre prochainement au Conseil un projet de loi, ayant pour objet d'autoriser les provinces et les communes à établir des centimes additionnels sur diverses bases de ressources dont les lois d'impôt sur le revenu leur ont enlevé l'utilisation et un projet de loi sur la réforme du fonds commun.

5) AGE DE LA MISE A LA RETRAITE DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYES DE L'ETAT.- DECISIONS D'ORDRE ADMINISTRATIF.

Le Conseil décide de fixer à 66 ans l'âge de la mise à la retraite d'office des fonctionnaires et employés de l'Etat, sauf faculté, pour le Gouvernement, de proroger cette limite jusqu'à 68 ans, au maximum, pour les agents dont l'Etat aurait particulièrement intérêt à conserver le concours.

Par disposition transitoire, la limite d'âge de 66 ans ne sera appliquée qu'à partir du 31 décembre 1923, à l'égard des agents qui bénéficient actuellement d'un règlement prévoyant la mise à la retraite à un âge plus avancé.

Le Conseil décide la suppression de l'usage existant dans certains départements, d'allouer aux agents, au moment de leur mise à la retraite, une indemnité touchée cumulativement avec la pension de retraite et correspondant à 2 mois de leur dernier traitement.

6) PERSONNEL DES GENS DE SERVICE.

Le Conseil fixe à 5 francs par jour le salaire initial des nettoyuses nouvellement nommées, les Ministres ayant la faculté d'accorder, de 3 ans en 3 ans, aux intéressées qui aursient accompli convenablement leur besogne, des augmentations de 50 centimes par jour, sans que le salaire puisse dépasser 7 francs. Le salaire est acquis par

jour de prestation effective. Les nettoyeuses seront affiliées à la Caisse de Retraite (Caisse générale d'épargne et de retraite), aux frais de l'Etat.

7) FONDS DE CRISE.

M. MAHAIM, Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, donne connaissance de la situation du fonds de crise. Le nombre des chômeurs n'est plus que d'environ 130.000, en décroissance marquée sur les chiffres des mois antérieurs. Ce chiffre sera sensiblement réduit par la reprise du travail industriel dans le Nord de la France, la grève ayant contraint au chômage environ 12.000 ouvriers belges occupés dans l'industrie française.

Les crédits dont dispose le fonds de crise assurent son fonctionnement jusqu'à la fin de l'exercice courant.

8) NOMINATIONS AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET AU MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS.

Le Conseil ratifie un certain nombre de nominations proposées par M. VANDERVELDE avant la publication de sa démission et approuve des propositions de nominations qui lui sont soumises par M. VAN DE VYVERE.

Il ratifie les projets préparés par M. DESTREE, en ce qui concerne l'organisation des bibliothèques publiques,

la constitution du Conseil supérieur de ces bibliothèques, l'organisation de l'inspection.

En ce qui concerne les nominations aux fonctions d'inspecteur, il prie M.le Ministre des Sciences et des Arts de lui faire rapport sur les titres de ceux des candidats proposés qui ne sont point porteurs d'un diplôme universitaire.

Il approuve les désignations proposées par M.DESTREE, en ce qui concerne les membres de la Commission, sauf à compléter, par un arrêté spécial, la Commission par l'adjonction de deux nouveaux membres, spécialement compétents en ce qui concerne la littérature flamande.

En ce qui concerne des propositions de nomination et d'augmentation de traitement, en faveur de fonctionnaires ayant fait partie du Cabinet de M.DESTREE, le Conseil, tout en reconnaissant la légitimité de certains avantages auxquels peuvent prétendre, à raison des services exceptionnels qu'ils ont rendus, les membres du Cabinet d'un Ministre démissionnaire, ne peut admettre, en principe, la consolidation, sous forme d'augmentation de traitement, des indemnités dont ils jouissaient.

En ce qui concerne des propositions de nomination dans les cadres du Département, il ratifie la désignation de M.GROSJEAN. Il prie M.le Ministre des Sciences et des Arts d'examiner si les propositions de promotions ne pourraient pas être reportées à la fin de l'année.

9) EXPOSITION D'ART BELGE A PARIS.

M.NEUJAN, Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, Ministre des Sciences et des Arts ad interim, rappelle que le Conseil a été saisi de l'or-

ganisation de cette exposition, par M. DESTREE.

Le Conseil, après un échange de vues, prie M. BRUJAN de lui faire rapport sur le chiffre des crédits qu'exigerait cette exposition.

° °

10) CANDIDATURES AUX ELECTIONS LEGISLATIVES ET PROVINCIALES.

Le Conseil estime que les médecins des prisons, les médecins militaires agréés ne doivent pas, au point de vue de l'application des instructions arrêtées, être considérés comme des fonctionnaires. Ils n'ont besoin d'aucune autorisation pour briguer un mandat politique.

Il décide qu'il y a lieu d'autoriser M. VAN DEN BERGHE, adjoint au Haut Commissaire Royal, et M. DE RUDDER, attaché à l'Office des Régions dévastées, à poser leur candidature aux élections provinciales.

Il estime qu'il n'y a pas lieu d'autoriser les Commissaires d'Etat, ni les vice-présidents des Tribunaux des Domages de guerre, ni les professeurs d'athénée. Il rejette, en conséquence, les demandes de MM. LAMQUET, DELPORTE et BLAVIER.

Il se rallie à la proposition de M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, d'autoriser deux de ses agents à briguer un mandat aux élections législatives.

° °

11) TRANSPORT D'IMPRIMES.

Sur la proposition de M.le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu d'admettre au transport une brochure de propagande allemande, qui tend à faire retomber sur les alliés la responsabilité de la guerre.

°
° °

12) CHAUFFAGE DES SERRES DU JARDIN BOTANIQUE .

Sur la proposition de M.le Baron RUZETTE, Ministre de l'Agriculture, et d'accord avec M.THEUNIS, Ministre des Finances, le Conseil autorise M.le Ministre de l'Agriculture à disposer d'une somme de 19.000 francs, pour le chauffage des serres du jardin botanique, aucun crédit relatif à cet objet n'ayant été inscrit à son budget.

°
° °

13) NOMINATION DU BOURGMESTRE D'ANVERS.

M.CARTON DE WIART, Premier Ministre, fait part au Conseil de son intention de soumettre au Roi un arrêté nommant un certain nombre de bourgmestres. Il estime qu'il conviendrait de comprendre dans cet arrêté la nomination de M.VAN CAUWELAERT en qualité de bourgmestre d'Anvers.

Après un échange de vues, des membres du Gouvernement expriment le désir qu'il soit procédé à un vote. Ils se réservent de faire connaître leur opinion.

La majorité se rallie à l'opinion de M. le Premier Ministre. Un membre fait des réserves; deux votent contre la proposition; deux s'abstiennent.

..

La séance est levée à 19 heures.

Le Secrétaire du Conseil,

Le Premier Ministre,

Ch. L. de ...

M. ...